

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2015/29243]

**30 AVRIL 2015. — Décret modifiant, en vue de transposer partiellement la Directive 2011/85/UE, le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par le décret du 23 décembre 2013, les points suivants sont ajoutés à l'article 2 :

« 23° budget économique : budget visé à l'article 108, g), de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, telle que modifiée par la loi du 28/02/2014 ;

24° ICN : Institut des comptes nationaux visé à l'article 107 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ;

25° périmètre de consolidation : ensemble des unités classées par l'ICN dans le sous-secteur 13.12 « Administrations d'États fédérés » du secteur 13 « Administrations publiques » au sens du Règlement (UE) n° 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne. »

**Art. 2.** L'article 3 du même décret est modifié comme suit :

— à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les Titres II à IX, XI et XII » sont remplacés par les mots « Les Titres II à IX et XI à XIII » ;

— à l'alinéa 2, les mots « Les Titres X à XII, à l'exception des articles 78 à 80 » sont remplacés par les mots : « Les Titres X, XI et XIII, à l'exception des articles 81 à 83 ».

**Art. 3.** L'article 4 du même décret est modifié comme suit :

1) les alinéas 1 et 2 constituent le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article

2) un paragraphe 2 est ajouté et libellé comme suit :

« § 2. Conformément à l'article 16/9 de la loi de dispositions générales, le budget est élaboré sur la base des prévisions macroéconomiques et budgétaires du budget économique. Les éventuelles dérogations sont explicitement mentionnées et justifiées dans l'exposé général visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>. »

3) un paragraphe 3 est ajouté et libellé comme suit :

« § 3. Tous les trois ans, une évaluation, sur base de critères objectifs, des prévisions budgétaires utilisées lors de la confection du budget sera réalisée par un organisme indépendant. Si un écart significatif ressort de l'évaluation, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour améliorer la méthodologie des prévisions budgétaires ultérieures et les rend publiques.

L'organisme indépendant sera désigné dans un accord de coopération. »

**Art. 4.** L'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 1° l'exposé général qui présente notamment :

a) les lignes directrices du budget ;

b) une synthèse des recettes et des dépenses ;

c) un rapport financier ;

d) conformément aux articles 16/11 et 16/12 de la loi de dispositions générales :

— le cadre budgétaire à moyen terme et la programmation budgétaire pluriannuelle, ses éventuelles actualisations ainsi que l'explication de tout écart du budget annuel par rapport au cadre budgétaire ;

— une analyse de sensibilité, reprenant un aperçu des évolutions principales variables budgétaires en fonction de différentes hypothèses relatives aux taux de croissance et d'intérêt ;

— une énumération de tous les organismes et fonds qui ne sont pas repris dans le budget des dépenses mais qui font partie du périmètre de consolidation tel que défini par l'ICN ainsi qu'une analyse de leur impact sur le solde de financement et sur la dette publique.

Le cadre budgétaire à moyen terme couvre la législature ou, à tout le moins, une période minimale de trois ans. Un nouveau gouvernement peut actualiser le cadre budgétaire à moyen terme, défini par un gouvernement précédent pour tenir compte de ses nouvelles priorités d'action. Dans ce cas, le nouveau gouvernement souligne les différences avec le précédent cadre budgétaire à moyen terme. La programmation budgétaire pluriannuelle, basée sur les prévisions du budget économique, comprend les éléments suivants :

a) des objectifs budgétaires pluriannuels globaux et transparents en termes de déficit public et de dette publique ou de tout autre indicateur budgétaire synthétique, tel que les dépenses ;

b) des prévisions pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes, à politique inchangée ;

c) une description des politiques envisagées à moyen terme ayant un impact sur les finances des administrations publiques, ventilées par poste de dépenses et de recettes important, qui montre comment l'ajustement permet d'atteindre les objectifs budgétaires à moyen terme en comparaison des projections à politique inchangée ;

d) une évaluation de l'effet que, vu leur impact direct à long terme sur les finances des administrations publiques, les politiques envisagées sont susceptibles d'avoir sur la soutenabilité à long terme des finances publiques. »

**Art. 5.** L'article 10 du même décret est modifié comme suit :

1) au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « directement applicable » sont remplacés par les mots « visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ».

**Art. 6.** Dans le même décret, l'intitulé du Titre V est remplacé par l'intitulé suivant :

« Dispositions relatives au compte général et aux rapports obligatoires »

**Art. 7.** Dans le même Titre V, il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 16/10 de la loi de dispositions générales, les données budgétaires afférentes aux dépenses et aux recettes réalisées sur base caisse ou sur base de la comptabilité sont mensuellement communiquées à l'Etat fédéral pour publication. Ces données budgétaires incluent les recettes et les dépenses des organismes faisant partie du périmètre de consolidation tel que défini par l'ICN.

§ 2. Les organismes faisant partie du périmètre de consolidation transmettent mensuellement au service désigné par le Gouvernement les données nécessaires visées au § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 8.** Dans le même Titre V, il est inséré un article 45/2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement publie des informations pertinentes sur les engagements conditionnels susceptibles d'avoir un impact élevé sur le budget, y compris les garanties publiques, les prêts improductifs et les passifs découlant de l'activité d'entreprises publiques et des informations sur les participations au capital de sociétés privées et publiques pour des montants économiquement significatifs. »

**Art. 9.** Le présent décret produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2015.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes  
et de l'Egalité des chances  
Mme I. SIMONIS

—————  
Note

(1) Session 2014-2015

Documents du Parlement. Proposition de décret, n°61-1. – Amendements de commission, n° 61-2 Rapport, n°61-3  
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 29 avril 2015.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29243]

30 APRIL 2015. — Decreet tot wijziging, met het oog op het gedeeltelijke omzetten van Richtlijn 2011/85/EU, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 23 december 2013, worden in artikel 2 de volgende punten toegevoegd :

“ 23° economische begroting : begroting bedoeld in artikel 108, g), van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, zoals gewijzigd bij de wet van 28 februari 2014;

24° INR : Instituut voor de nationale rekeningen, bedoeld in artikel 107 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

25° consolidatieperimeter : geheel van eenheden die door het INR worden geclassificeerd in subsector 13.12 “Deelstaatoverheid” van sector 13 “Overheid” in de zin van Verordening (EU) nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie.”.

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

- in het eerste lid, worden de woorden “De titels II tot IX, XI en XII” vervangen door de woorden “De titels II tot IX en XI tot XIII”;
- in het tweede lid, worden de woorden “De titels X tot XII, met uitzondering van de artikelen 78 tot 80” vervangen door de woorden “De titels X, XI en XIII, met uitzondering van de artikelen 81 tot 83”.

**Art. 3.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1) het eerste lid en het tweede lid maken paragraaf 1 van het artikel uit
- 2) er wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 2. Overeenkomstig artikel 16/9 van de algemenebepalingenwet wordt de begroting uitgewerkt op basis van de macro-economische prognoses van de economische begroting. De eventuele afwijkingen worden uitdrukkelijk vermeld en gemotiveerd in de algemene toelichting bedoeld in artikel 9, § 1, 1°.”

- 3) er wordt een paragraaf 3 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. Om de drie jaar wordt een evaluatie, op grond van objectieve criteria, van de begrotingsprognoses die worden gebruikt bij de uitwerking van de begroting, door een onafhankelijke instelling uitgevoerd. Indien uit de evaluatie een relevante afwijking blijkt, neemt de Regering de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de verbetering van de methodologie van de volgende begrotingsprognoses en maakt die openbaar.

De onafhankelijke instelling wordt in een samenwerkingsakkoord aangesteld.”

**Art. 4.** Artikel 9, § 1, 1° van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“1° de algemene toelichting, die inzonderheid de volgende documenten voorstelt :

- a) de richtlijnen van de begroting;
- b) een synthese van de ontvangsten en uitgaven;
- c) een financieel verslag;
- d) overeenkomstig de artikelen 16/11 en 16/12 van de algemenebepalingenwet :
  - het begrotingskader voor de middellange termijn en de meerjarige begrotingsplanning, de eventuele aanpassingen ervan, alsook de uitleg voor elke afwijking van de jaarbegroting in vergelijking met het begrotingskader;
  - een gevoeligheidsanalyse met daarin een overzicht van de ontwikkelingen van de belangrijkste begrotingsvariabelen onder verschillende groei- en renteaannames;
  - de vermelding van alle instellingen en fondsen van de overheid die niet in de begrotingen zijn opgenomen maar die deel uitmaken van de consolidatieperimeter zoals bepaald door het Instituut voor de Nationale Rekeningen, alsook een analyse van de impact van die instellingen en fondsen op het vorderingsaldo en op de overheidsschuld.

Het begrotingskader voor de middellange termijn dekt de regeerperiode of bestrijkt minimaal een periode van drie jaar. Een nieuwe regering mag het door een vorige regering bepaalde begrotingskader op middellange termijn aanpassen aan haar nieuwe beleidsprioriteiten. In dit geval geeft de nieuwe regering de verschillen met het voorgaande begrotingskader voor de middellange termijn aan. De meerjarige begrotingsplanning, gebaseerd op de economische prognoses, bevat volgende elementen :

- a) algemene en transparante meerjarige begrotingsdoelstellingen voor het overheidstekort, de overheidsschuld of eventuele andere samenvattende begrotingsindicatoren, zoals de uitgaven;
- b) prognoses voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost van de overheid, bij ongewijzigd beleid;
- c) een beschrijving van de geplande beleidsmaatregelen voor de middellange termijn die gevolgen hebben voor de overheidsfinanciën, uitgesplitst naar de voornaamste ontvangsten- en uitgavenposten, waarbij wordt getoond op welke wijze de aanpassing aan de middellangetermijndoelstellingen voor de begroting wordt verwezenlijkt, afgezet tegen de prognoses bij ongewijzigd beleid;
- d) een beoordeling van de wijze waarop de voorgenomen beleidsmaatregelen in het licht van hun rechtstreekse langetermijnimpact op de overheidsfinanciën de houdbaarheid van de overheidsfinanciën op lange termijn zouden kunnen beïnvloeden.”

**Art. 5.** Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1) in paragraaf 1, worden de woorden “rechtstreeks toepasselijke” vervangen door de woorden “in artikel 9, § 1, 1° bedoelde”.

**Art. 6.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van titel V vervangen als volgt :

“Bepalingen betreffende de algemene rekening en de verplichte verslaggeving ».

**Art. 7.** In dezelfde titel V wordt een artikel 45/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1. Overeenkomstig artikel 16/10 van de algemenebepalingenwet, worden de begrotingsgegevens met betrekking tot de gerealiseerde uitgaven en ontvangsten op kasbasis of boekhoudkundige basis maandelijks voor publicatie overgemaakt aan de Federale Staat. Dit overzicht omvat de ontvangsten en uitgaven van de instellingen die deel uitmaken van de consolidatieperimeter zoals bepaald door het Instituut voor de Nationale Rekeningen.

§ 2. De instellingen die deel uitmaken van de consolidatieperimeter delen de door de Regering aangestelde dienst de in § 1 bedoelde noodzakelijke gegevens maandelijks mee.”

**Art. 8.** In dezelfde titel V wordt een artikel 45/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“De Regering publiceert relevante informatie over voorwaardelijke verplichtingen met mogelijk grote gevolgen voor de begroting, zoals onder meer overheidsgaranties, oninbare leningen en uit de exploitatie van overheidsbedrijven voortvloeiende verplichtingen, en informatie over participaties in kapitaal van particuliere en overheidsbedrijven, voor zover het om economisch significante bedragen gaat.”

**Art. 9.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 30 april 2015.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

De Minister van Sport,  
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

(1) Zitting 2014-2015

Stukken van het Parlement.- Voorstel van decreet, nr. 61-1.- Commissieamendementen, nr. 61-2.- Verslag, nr. 61-3.  
Integraal verslag.- Bespreking en aanneming. Vergadering van 29 april 2015.

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2015/202649]

#### 23. APRIL 2015 — **Erlas der Regierung zur Regelung der Spesenerstattung in gewissen Einrichtungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3 Absatz 1, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54 Absatz 1, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 102 § 1 Absatz 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Aufenthaltskostenentschädigungen für Personalmitglieder der föderalen öffentlichen Dienste;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über Fahrtkosten;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. März 1965 zur Einführung einer allgemeinen Regelung in Bezug auf Vergütungen, Zulagen und Prämien aller Art zugunsten des Personals der föderalen öffentlichen Dienste;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 16. März 2001 bezüglich der allgemeinen Fahrtentschädigungen für das Personal des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft sowie für das Personal von Einrichtungen öffentlichen Interesses der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Protokolls des Sektorenausschusses XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft Nr. S1/2015 vom 19. Januar 2015;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 21. Januar 2015;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates Nr. 57.110/3, das am 13. März 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, die Finanzen und das Personalwesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 — ALLGEMEINE Bedingungen der Spesenerstattung

##### Artikel 1 - Anwendungsbereich

§ 1 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf die Bediensteten der in Artikel 2 Nummer 2 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft erwähnten Einrichtungen.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 findet der vorliegende Erlass keine Anwendung auf:

1. die Dienste mit getrennter Geschäftsführung des Gemeinschaftsunterrichtswesens, mit Ausnahme des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung "Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen";
2. die Autonome Hochschule in der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
3. das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen.